



Pour la démocratie, la justice sociale et la paix

L'engagement de la Chine au Sénégal

Bilan et perspectives, un an après la reprise
des relations diplomatiques

Eilert Stamm

Dakar, Décembre 2006

Sommaire

Introduction	3
Un nouveau départ après dix ans d'interruption	5
Un départ de zéro	6
Une nouvelle dynamique sans substance pour autant	8
L'intérêt de la Chine pour le Sénégal: des alliances politiques Sud-Sud	13
L'intérêt du Sénégal pour la Chine: infrastructures et technologie	18
Contradictions et potentiels conflits	23
Conclusion	27
Abréviations	30
Bibliographie	31

Introduction

Sans grandes discussions ni divergences politiques, la République populaire de Chine et le Sénégal ont signé le 25 octobre 2005 un accord pour la reprise de leurs relations diplomatiques, à la grande déception de Taiwan. Le Sénégal rejoint ainsi, comme d'autres pays africains d'importance, le camp de la République populaire. Depuis 1998, le Libéria, la Guinée Bissau, le Tchad et la très puissante Afrique du Sud, se sont ralliés à la politique de reconnaissance d'une seule Chine¹. Ce succès diplomatique de la Chine² dans la concurrence qu'elle mène à Taiwan est un indicateur de sa fulgurante montée en puissance.

Le grand dynamisme noté dans les relations sino-africaines³ conforte l'opinion selon laquelle la Chine deviendra un acteur décisif dans ce continent, à long terme. L'appellation «année africaine» que la diplomatie chinoise a conférée à l'année 2006, se trouve confirmée par beaucoup d'évènements notables. Le ministère chinois des affaires étrangères a présenté, pour la première fois, dans son *Document de politique africaine* «African Policy Paper», une doctrine cohérente de sa politique africaine. Dans le même mois, la diplomatie chinoise a mobilisé, au sommet de l'Union Africaine à Khartoum, des moyens extraordinaires: un état major de quelque 50 ambassadeurs Chinois a fait du lobbying en faveur des intérêts de la Chine. Ajoutons que le Président Hu Jin Tao et le Premier ministre Wen Jiabao ont visité cette année, au total, 10 Etats africains. Le clou de cette entreprise fut la présence de plus de 40 chefs d'Etat africains au «Forum sur la coopération Chine – Afrique» (FOCAC) à la fin de l'année à Pékin.

L'engagement de la Chine en Afrique a beaucoup retenu l'attention des observateurs occidentaux ces dernières années. Les analyses restent souvent anecdotiques dans beaucoup de rapports mais tracent une véritable perspective africaine qui est celle des intérêts que les Chinois ont pour les matières premières.

¹ Taiwan garde à ses côtés le Burkina Faso, le Malawi, la Gambie, le Swaziland et Sao Tomé et Príncipe.

² Dans les lignes et pages suivantes, nous emploierons Chine pour la République populaire de Chine et Taiwan pour République de Chine selon l'usage courant.

³ D'après les chiffres fournis par la Chine, l'augmentation des relations commerciales extérieures se situe autour de 41% comparée à l'année précédente (cf. *Xin huanet* 1.11.2006).

Le présent document fait l'état des lieux des relations sino-africaines un an après la reprise des relations diplomatiques. Au centre de la réflexion figure d'une part un descriptif de l'importance des relations politiques et économiques entre le Sénégal et la République populaire de Chine, et d'autre part les différents intérêts que les deux pays manifestent dans ces relations. En conclusion, quelques points d'achoppement sont mis en évidence afin d'envisager les conséquences possibles de ces relations sur celles qu'entretiennent le Sénégal et l'Europe.

Pékin s'intéresse au Sénégal pour des raisons essentiellement politiques. Le poids diplomatique que ce dernier représente dans la politique du Sud doit soutenir la construction d'une sphère d'influences politiques en Afrique et ainsi confirmer les prétentions de la République populaire de Chine à un rôle dirigeant dans le Sud. Le Sénégal, en revanche, entend, en premier lieu, accélérer son développement par le transfert de technologie et d'expertise chinoises avant un élargissement de ses possibilités diplomatiques lui permettant, à terme, dans le cadre de la réforme de l'ONU, de prétendre légitimement à un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité.

Un nouveau départ après dix ans d'interruption

De 1971 à 1996, Pékin et Dakar ont entretenu des relations diplomatiques d'une intensité assez faible. Les deux Etats socialistes non alignés avaient, certes, sur le plan politique des points communs, mais les liens étroits qui existent entre le Sénégal et la France, de même que sa position «conservatrice» par rapport au mouvement de libération dans d'autres Etats, ne laissaient pas beaucoup de place à des relations plus étroites. Le «Stade de l'amitié», stade que la Chine a offert en cadeau au Sénégal au début des années 90, constitue la trace la plus visible de cette phase.

Après l'isolement diplomatique de la Chine au début des années 90 et jusqu'en 2005, le Sénégal a entretenu des relations diplomatiques avec Taiwan qui va dérouler une véritable offensive de charme en direction des pays en développement. On considère aujourd'hui que la reconnaissance de Taiwan par le gouvernement socialiste sénégalais n'est que le résultat d'une diplomatie menée «à coup de chèques». L'essentiel de la coopération reposait d'une part sur la réparation des principaux axes routiers de l'intérieur du pays (notamment à Saint Louis et à Touba), et d'autre part sur la promotion de l'agriculture et de l'éducation préscolaire.

La décision du Président Abdoulaye Wade de privilégier la Chine n'a pas surpris outre mesure du fait de la montée en puissance, aux plans politique et économique, de cet allié d'avenir ces dernières années. Un plan quinquennal d'aide taïwanaise d'un montant de près de 120 millions d'euros s'achevait en 2005; donnant au Sénégal la possibilité de sortir de ce carcan. Le Président sénégalais Abdoulaye Wade fonde sa décision dans une lettre adressée au Président taïwanais Chen Shui-Bian dans laquelle il déclare que «*les Etats n'entretiennent pas des amitiés entre eux mais poursuivent des intérêts*».

Dès lors, les affinités idéologiques avec le régime libéral taïwanais et la reconnaissance, basée sur l'étendue et le succès de la coopération, ne devaient plus être mises en avant⁴.

⁴ Radio Taïwan internationale du 25-10-2005 <http://www.gbs.org.tw/french/content_news.aspx?id=129>. 9-10-2006.

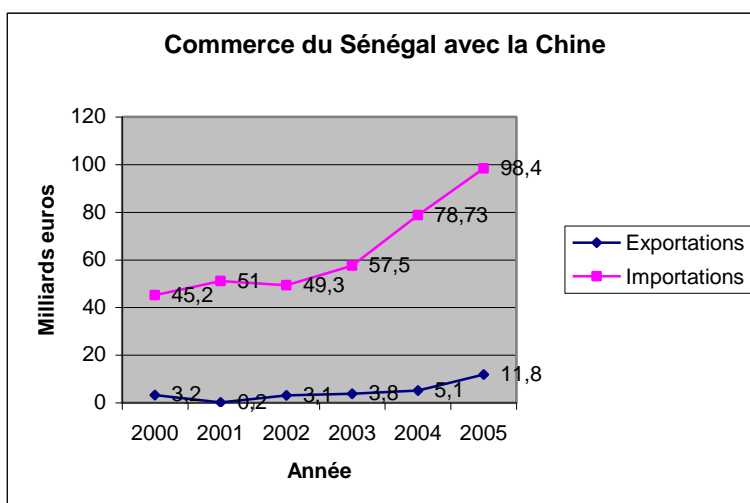
Le Sénégal et la Chine ont alors signé le 25 octobre 2005 un accord sur la reprise des relations diplomatiques que Taïwan s'est empressé de condamner, cessant toute activité internationale avec le Sénégal passé à l'ennemi. Le 1^{er} janvier 2006, les ambassades à Dakar et Pékin commencèrent officiellement leurs activités.

Un départ de zéro

En dépit de la grande euphorie répandue en particulier par la presse officielle, tant au Sénégal qu'en Chine, les relations économiques et politiques entre les deux Etats se situaient à un faible niveau au début de l'année. Le volume des échanges commerciaux pour 2005 était à peine équivalent à 110,2 millions d'euros; le Sénégal enregistrait, dans ce cadre, un déficit commercial manifeste de 86,6 millions d'euros par rapport à la Chine dans la mesure où les importations affichaient en valeur 98 millions d'euros contre seulement 11,8 millions d'euros d'exportation⁵.

Au cours des cinq dernières années, la Chine a entrepris des importations de coton, de poisson et de fruits de mer. Le Sénégal, quant à lui, importait principalement, durant les cinq dernières années, du thé, du textile, des machines, du verre, de la céramique ainsi que des chaussures. L'intérêt pour le thé a baissé récemment alors que le besoin en machines, en verre et en céramique devenait important⁶.

Année	Exportations	Importations
2000	3,2	45,2
2001	0,2	51
2002	3,1	49,3
2003	3,8	57,5
2004	5,1	78,73
2005	11,8	98,4



⁵ Ministère du commerce. Extraits de la banque de données du 29-11-2006. Le volume commercial correspond en tous points aux chiffres du ministère chinois des affaires étrangères qui établit le volume des échanges pour 2005 à 14 millions de dollars US (à peu près 109 millions d'euros). [http://french.focasermmmit/9/12/2006 content 318 407.htm](http://french.focasermmmit/9/12/2006%20content%20318%20407.htm)). Les données COMTRADE de la CNUCED ne s'écartent pas beaucoup de ces chiffres.

⁶ Ministère du Commerce et de la consommation. Extraits de données du 29/11/2006.

Toutefois, les importations et les exportations affichent dans les dernières années une nette croissance. C'est ainsi que le volume des échanges a augmenté, entre 2000 et 2006, de 128% (118% d'importation, 269% d'exportation). Mais tout cela reste en deçà des possibilités de partenariat économique. Ainsi, la Chine se situe-t-elle globalement à la 11^{ème} place parmi les partenaires commerciaux du Sénégal (7^{ème} place pour les importations, 14^{ème} place pour les exportations), loin derrière les partenaires commerciaux les plus importants du Sénégal (européens, africains et asiatiques). Le commerce du Sénégal avec son fournisseur le plus important, la France, affiche un volume de 700 millions d'euros; suivent le Nigeria avec un peu moins de 300 millions d'euros et l'Inde avec 220 millions d'euros. Même la Thaïlande, du fait de ses exportations de riz, entretient avec le Sénégal des relations commerciales plus étroites que celles de la Chine.

De même, les investissements directs chinois ont évolué à un niveau très faible. Les seules entreprises notables qui étaient actives au Sénégal entre 1996 et 2005 sont Henan Chine (bâtiment et travaux publics) et Chinese National Fishing Company (conserverie de poissons destinés à l'exportation) Au plan politique du reste, et conformément à la version chinoise de la doctrine Hallstein, il n'y avait pas de contacts officiels⁷.

Il n'y avait aucun projet de développement en cours au plan de la politique d'aide publique au développement. La coopération fut naturellement reprise début 2006 après 10 ans d'interruption. Toutefois, on doit souligner que la Chine avait envoyé une aide humanitaire durant l'été 2005, à la suite des inondations⁸.

⁷ La Chine refuse de nouer des relations diplomatiques avec tout pays qui reconnaît Taïwan. Les seules fois où la Chine a usé de son droit de veto au Conseil de sécurité visaient presque toujours à empêcher une reconnaissance de Taïwan directement ou indirectement. Pour de plus amples informations Cf. Singh 1997.

⁸ Entretien avec un diplomate chinois. Dakar, le 04/12/2006.

Une nouvelle dynamique sans substance pour autant

On observe un développement dans la dynamique des relations depuis 2005 même si des informations actualisées ne sont pas encore disponibles. Les augmentations attendues en 2006 ne changent cependant rien au fait qu'il n'y a guère de substance dans les relations entre les deux pays: les déclarations d'intention d'une politique faite de symboles et des conventions de projets constituent les seuls indicateurs d'un renouveau diplomatique.

Aucune atténuation du déficit commercial sénégalais:

Il se dessine dans le domaine du commerce une stabilisation du déficit de la balance commerciale du Sénégal. Tous les signes montrent une persistance du taux de croissance des importations de la Chine dans la mesure où on note au Sénégal une forte demande en produits chinois bon marché. Les exportations sénégalaises de leur côté sauront vraisemblablement profiter des réductions des frais de douane annoncées au Forum sur la Coopération Sino-africaine (FOCAC) pour 440 produits et ainsi maintenir le taux de croissance de près de 25% chaque année. Cependant, ceci ne change rien au fait que la Chine n'est pas demandeur de produits agricoles d'exportation tels que le coton et les arachides. Un stimulant important pour le développement ne viendra pas, dans tous les cas, des importations, si l'on en croit un diplomate chinois qui met l'accent sur le fait que «la Chine n'a aucun besoin en produits sénégalais»⁹. Un collaborateur du ministère sénégalais du commerce, malgré les taux de croissance prévisibles, pense qu'une réduction du déficit commercial est peu probable et doute même d'un intérêt de la Chine à sa stabilisation¹⁰.

Une coopération au développement dynamique:

Le secteur de la coopération au développement sino-sénégalaise est, par contre, remarquable. Aussitôt après l'entrée en fonction des Ambassadeurs en janvier 2006, un premier accord fut signé et depuis lors un grand nombre de projets ont pu être conclus. La coopération repose sur des projets d'infrastructures, ce qui correspond à l'idée que les dirigeants chinois et sénégalais partagent les mêmes priorités en ce qui concerne la stratégie de développement. L'agriculture, le renforcement des capacités et la santé constituent d'autres points essentiels de la coopération.

⁹ Entretien avec un diplomate chinois. Dakar, le 04/12/2006.

¹⁰ Entretien à la Direction du Commerce extérieur. Dakar, le 22/11/2006.

Les projets d'infrastructures se rapportent en particulier au domaine culturel et sportif. La Chine a promis au Sénégal de construire un nouveau théâtre national pour un montant d'environ 30 millions d'euros ainsi que l'aménagement et la réfection des stades des 11 capitales régionales. Les Chinois vont même aider à la modernisation du réseau électrique de Dakar qui sera prise en charge par la CNMEC chinoise et financée à 75% par le gouvernement chinois. Un accord complète le package, consistant à promouvoir la gouvernance électronique (*eGovernment*), la télémédecine (*eMedicin*) et le télé-enseignement (*eLearning*). La promotion chinoise d'infrastructures présente donc, dans un laps de temps très court, une dynamique remarquable, à la différence de ce qui a pu se produire pour l'Angola ou le Gabon. Cependant, elle ne prend pas des proportions gigantesques dans la mesure où les projets les plus coûteux, pilotés souvent par la partie sénégalaise, ont très peu de chances d'être mis en œuvre. (Cf. tableau).

Formation des Ressources humaines pour régler la crise de l'énergie

Dans l'organe public «*le Quotidien de la République*» du 4 juillet, le Gouvernement sénégalais a rendu publique la signature d'un projet qui pourrait éclipser, avec un montant de 300 millions d'euros, toutes les autres mesures dans le domaine de la coopération. La Chine aurait donné son accord pour la construction d'une usine de charbon accompagnée d'un port dans la région de Dakar. L'usine doit être construite par la compagnie chinoise CNMEC en coopération avec la société publique sénégalaise SENELEC, qui détient le monopole en matière d'énergie, et fournir à son achèvement 250 MW d'électricité. En dépit du tapage orchestré à son annonce, ce projet ne franchira cependant pas l'étape des discussions dans la mesure où il dépasse, et de loin, les moyens financiers que la Chine veut mettre à la disposition de la coopération avec le Sénégal, selon l'Ambassade Chinoise à Dakar.

En outre, la partie chinoise met en doute ce qui peut donner un sens à ce projet dans la mesure où il n'existe aucune extraction de charbon dans le voisinage du Sénégal.

Les Chinois veulent poursuivre un projet initié par Taiwan et qui a fait ses preuves dans le domaine agricole: les centres de formation agricole où ils peuvent transmettre leur expertise. Ils étudient également la prise en charge des projets taiwanais dans d'autres secteurs comme celui de la formation, s'intéressent aussi à la modernisation de la riziculture dans la vallée du fleuve Sénégal et aux projets de maraîchage commercial à Sangalkam et à Matam. Les volumes des projets ne sont cependant pas encore précisés.

En dehors de la coopération technique, la Chine s'est affirmée par une mesure de remise de dette de l'ordre de 15 millions d'euros, et un délai de remboursement de

crédits de plus de 4,5 millions d'euros. L'octroi de 70 bourses annuelles destinées à des étudiants sénégalais et la volonté d'établir une coopération militaire illustrent l'ambition de l'approfondissement des relations diplomatiques.

La coopération sanitaire se trouve, elle, centrée sur la mise en oeuvre de l'agenda sanitaire commun¹¹ surtout concernant la lutte contre le paludisme, domaine dans lequel le Sénégal s'est distingué suite à l'organisation en fin novembre d'un atelier sino-sénégalais.

Le financement de projets dans le domaine des infrastructures est basé sur des crédits octroyés sans intérêt ou des subventions. Dans le cas des projets d'appui à la production, les Chinois octroient des crédits à un taux d'intérêt préférentiel. Des crédits sans taux d'intérêts vont servir à financer entièrement le Théâtre national tout comme la réhabilitation des stades¹². L'Ambassade n'a pas encore chiffré le montant global de l'aide chinoise en faveur du Sénégal du fait de la jeunesse de cette coopération mais il est peu probable d'obtenir des chiffres précis du fait de la non transparence des procédures chinoises. Du reste, il est certain que la coopération chinoise n'atteint pas, et de loin, le volume des trois plus grands donateurs que sont la France (aide brute: 345 millions de dollars us), les USA (aide brute: 149 millions de dollars us) ou le Japon (aide brute: 88 millions de dollars us)¹³.

Le capital chinois est réfractaire aux investissements directs:

Les informations disponibles sur les investissements directs de la Chine au Sénégal sont peu précises. On soigne une politique d'information très réservée, aussi bien du côté de l'Ambassade que des entreprises chinoises opérant au Sénégal. On ne sait pas encore comment la présence de 41 exposants chinois sur 1000 m² à la Foire commerciale sénégalaise (FIDAK) en décembre 2006 va se traduire.

Dans la mesure où les entreprises chinoises peuvent vendre moins cher¹⁴ que leurs concurrents européens et sud-africains, quelques-unes d'entre elles (Henan Chine comme Zhong Hai qui s'est installée récemment), entendent profiter des grands projets d'infrastructures qui constituent une partie importante du programme de gouvernement de Abdoulaye Wade. Henan a pu, par exemple, gagner le contrat, en relation avec les

¹¹ Xinhua 26/11/2006-http://www.decd.org/données_oecd/63/24/1878479.gif.

¹² Entretien avec un diplômé chinois à Dakar 4/12/2006.op.cit.

¹³ OECDDAC-http://www.oecd.org/données_oecd/63/24/1878479.gif.

¹⁴ Kaplinsky et al. 2006 : 19.

Entreprises Jean Lefèvre, pour la construction de l'autoroute à péage Dakar Diamniadio. De même, d'autres grands projets centraux comme le nouveau grand aéroport international¹⁵ ou le chemin de fer Dakar – Thiès, suscitent-ils l'intérêt de ces entreprises qui s'informent aussi des méga projets planifiés à long terme comme la construction d'une liaison ferroviaire au profit de la région enclavée de la Casamance et l'édification d'une nouvelle capitale dans le cadre du programme de décentralisation du Sénégal¹⁶.

Les entreprises opérant dans d'autres domaines sont jusqu'ici plus réservées. Bien que dans les secteurs des voitures utilitaires (King Long United) et de l'industrie électrotechnique des entreprises aient manifesté de l'intérêt pour le marché sénégalais, elles n'en sont pas pour autant prêtes, jusque là, à réaliser de gros projets d'investissement. Des implantations isolées comme la petite usine chinoise de fabrication de sandales n'offrent, dans ce cadre, qu'un projet d'importance peu significative et revêtent un caractère plus anecdotique que réellement fondateur.

La réserve des investisseurs chinois s'explique par plusieurs facteurs. Certes le Sénégal présente une stabilité politique telle qu'il n'y a pas un capital de risques potentiels, à la différence de pays au passé plus tumultueux tels que la République démocratique du Congo ou la Sierra Léone (exception faite des matières premières, la Chine se refuse à entreprendre des relations commerciales avec ces pays, notamment¹⁷). Mais l'étroitesse du marché reste le facteur le plus important de cette réserve.

Dans le domaine des investissements orientés vers l'exportation, le Sénégal n'offre encore des avantages que dans quelques poches relativement ciblées, comme la pêche par exemple. On se plaint, en outre, du mauvais climat des investissements au Sénégal¹⁸. De l'avis de l'Ambassade de Chine, les investisseurs déplorent en particulier la mentalité de la bureaucratie ministérielle. La politique rigide d'octroi de visas semble

¹⁵ Pour le moment, le groupe saoudien Ben Laden a coupé l'herbe sous les pieds à une association en joint venture libano-syrienne qui proposait une offre nettement plus intéressante. On n'a pas encore dit le dernier mot sur les reproches massifs de corruption.

¹⁶ *Le Soleil* du 23/09/2006. Par contre, on ne prend pas sérieusement en compte l'avis de Wade d'après lequel les chinois auraient proposé de construire un tunnel sous le fleuve Gambie / *Jeune Afrique* n° 2338 du 30/10/2005).

¹⁷ Cf. Hilsum 2005. *Financial Times* – 15/03/2006.

¹⁸ Pour plus de détails cf. Broadman 2007, page 197 ainsi que la Banque Mondiale 2006.

illustrer cette dérive. Le vice ministre chinois du commerce Chen Jian a décrit à son collègue sénégalais Mamadou Diop Decroix les défis conditionnant l'augmentation des investissements chinois:¹⁹

- l'amélioration du climat des investissements
- la définition claire des objectifs du Sénégal
- l'amélioration de la garantie juridique et de la protection des investissements²⁰

Les relations économiques sino-sénégalaises commencent dans les 3 piliers que sont l'investissement direct à l'étranger (IDE), le développement et le commerce, à un niveau extrêmement bas. Le commerce et la coopération au développement présentent certes une croissance relative remarquable dont les effets ne se traduiront, cependant, qu'à long terme pour pouvoir exercer une influence significative sur l'économie sénégalaise. Concernant les «secteurs porteurs pour les économies africaines» tels que le tourisme, l'externalisation et l'intégration dans la chaîne de transformation globale, secteurs identifiés comme tels par la Banque Mondiale du fait de l'engagement de la Chine, le dernier semble le plus à même à se développer au Sénégal²¹.

Une offensive politique de charme:

Les Chinois ont assurément entamé une nouvelle relation dans le domaine politique. Rien que pour l'année 2006, le ministre des affaires étrangères, un vice ministre ainsi que d'autres hauts dignitaires chinois ont visité le Sénégal. Dans l'autre sens, des experts sénégalais, des syndicalistes, des représentants d'entreprises et des membres de l'administration ont été invités en grand nombre en Chine et il est convenu d'un jumelage entre Dakar et Xiamen dans la province de Fujian. La presse officielle a su largement commenter la visite du Président Abdoulaye Wade en 2006, sur invitation du Président Hu Jin Tao. Plusieurs commissions d'experts étaient également présentes pour examiner des possibilités d'investissements et préparer des projets de développement. Un travail d'information mené à grand frais a accompagné l'engagement de la Chine en Afrique. L'Agence de presse officielle de la Chine, *Xinhua*, rend compte de manière détaillée des petits projets, comme le feraient les media

¹⁹ Ibrahima Diaw Diop dans *Wal Fadjri* du 5/10/2006.

²⁰ Jusqu'ici, la Chine et le Sénégal n'ont signé ni un accord d'investissement bilatéral, ni un accord de double taxation.

²¹ Broadman 2007, page 32.

professionnels. Elle a été relayée par l'édition on-line de *Jeune Afrique* par la reprise de ses articles qui n'auraient jamais pu arriver autrement dans les agences de presse des pays qui ont une presse libre. Le poids de l'engagement de la Chine apparaît ainsi dans le reportage consacré au Sénégal de manière très déformée comparé à celui des partenaires plus traditionnels, relégués derrière du fait de l'enthousiasme de la nouveauté.

L'intérêt de la Chine pour le Sénégal : des alliances politiques sud- sud

Depuis le début des années 90, on constate un changement de la politique extérieure chinoise en Afrique. Les nouveaux intérêts économiques ont été ici particulièrement déterminants du fait de la croissance propre de la Chine à la recherche d'une politique extérieure alternative après son isolement international, consécutivement aux évènements de Tien An Men et d'une politique offensive de Taiwan pour gagner de nouveaux alliés. Il semble qu'une stratégie cohérente en direction de l'Afrique n'ait été cependant développée que depuis 1999 dans le cadre de rencontres interministérielles. La stratégie africaine officielle de la Chine poursuit quatre objectifs principaux:

- assurer un accès durable aux matières premières
- isoler Taiwan au plan diplomatique
- favoriser un positionnement politique à long terme en Afrique en vue de construire une sphère d'influence et gagner des alliés dans la mise en œuvre de sa doctrine en matière de politique extérieure de souveraineté nationale, dans un ordre mondial multipolaire, tout comme dans la réforme de l'architecture financière et commerciale
- assurer un accès des produits de la Chine aux marchés africains²²

En ce qui concerne le 3^{ème} objectif, les 53 Etats de l'Union Africaine constituent en gros 1/4 des voix à l'Assemblée générale des Nations Unies et ce poids non négligeable a joué, entre autres, un rôle déterminant dans le soutien apporté par les Etats africains

²² Pour de plus amples analyses en outres voir Tull 2005 ; Muekalia 2004, Brand 2005, Gu 2005, Niquet 2006.

pour remplacer Taiwan par la Chine, en 1971, au Conseil de sécurité. On comprend ainsi la grande attention, voire la reconnaissance, que la Chine porte à l'Afrique.

Ce qu'on peut lire la plupart du temps sur la présence chinoise ne va pas au-delà de l'intérêt de la Chine pour les richesses minières, en particulier le pétrole. On peut parfaitement comprendre l'accent mis sur ces questions, du fait de l'importance géopolitique de l'or noir ainsi que de la priorité que la Chine accorde à un accès durable aux ressources. L'accent mis sur les richesses minières amène cependant à sous estimer la complexité de la stratégie chinoise et l'orientation, à long terme, de sa politique. On perdrait également de vue la grande attention que la Chine porte à des états pauvres en ressources comme le Sénégal et la Tanzanie.

La Chine poursuit des objectifs à long terme en Afrique. C'est la raison pour laquelle ses relations avec le Sénégal se fondent sur une combinaison d'intérêts économiques et politiques dans laquelle la politique est nettement mise en avant. Une image sans équivoque de l'intérêt de la Chine dans ses relations avec le Sénégal se dégage clairement dans l'application de ses objectifs stratégiques:

1- Les matières premières: la priorité de l'engagement de la Chine en Afrique est clairement mise sur l'accès aux ressources minières. Le Sénégal ne peut offrir, dans ce cadre, que des phosphates en quantité limitée, phosphate que l'Inde ratisse sur une grande échelle. Toutefois, la Chine est l'unique partenaire qui procède à une prospection ciblée de pétrole et de gisements de gaz au Sénégal. Même si une des caractéristiques générales de la politique africaine de la Chine est de prendre en compte des coûts plus élevés, il n'en demeure pas moins qu'en raison de ses gisements modestes, le Sénégal peut à peine jouer un rôle dans la diversification des fournisseurs de la Chine. Le Sénégal continue d'être considéré comme un pays pauvre en matières premières comparé aux autres pays africains. Cela explique que cet objectif stratégique de la politique africaine de la Chine ne justifie pas son intérêt pour le Sénégal.

2- Taiwan: en établissant des relations diplomatiques avec le Sénégal, la Chine atteint son objectif stratégique qui est de continuer à isoler Taïwan. Le Sénégal est le dernier pays d'Afrique politiquement important passé dans le camp de la République populaire. Considérant la dynamique des relations actuelles et l'importance politique énorme que

représente la Chine pour l'ambitieuse politique extérieure du Sénégal, un nouveau revirement de la diplomatie sénégalaise en faveur de Taïwan semble peu probable. La question de Taïwan délimite, en effet, une frontière minimale de l'engagement de la Chine au Sénégal. Il suffirait que la Chine ramène son engagement à un niveau inférieur pour que les Taïwanais reprennent du service.

La Chine montre un intérêt fondamental à tout Etat membre de l'ONU du fait de la concurrence diplomatique avec Taïwan. Cependant, cet intérêt n'est pas suffisamment important pour prendre en charge les coûts économiques et politiques et imposer au pays considéré sa politique de reconnaissance d'une seule et unique Chine.

3- Positionnement en Afrique et aspiration à un ordre mondial multipolaire:

le positionnement à long terme vers lequel tend la Chine l'oblige à entretenir de bonnes relations avec les Etats qui occupent des positions-clés au plan politique. L'interprétation sénégalaise de l'intérêt que la Chine lui porte met très clairement au premier plan l'importance politique du Sénégal. Le Premier ministre résume ainsi l'analyse que le Sénégal fait de cet intérêt *«Je pense que le plus important pour Pékin, c'est réellement la question diplomatique. Le Sénégal a moins de richesses naturelles que d'autres pays africains, mais représente, en revanche, un élément essentiel dans le dispositif ouest africain. Et la Chine en a besoin pour rayonner dans la région»*²³.

Le Sénégal jouit d'une position diplomatique forte à l'ONU, à l'UA, à l'a CEDEAO, au NEPAD, dans le mouvement des Non-alignés et dans le monde islamique, même si, dans ce cadre, cette position n'est pas réelle partout. Le Sénégal joue le rôle de sentinelle au profit de la CEDEAO et de l'UA en particulier. Le Président Abdoulaye Wade est régulièrement invité aux sommets du G8. Le Sénégal se présente à la Communauté internationale des bailleurs de fonds comme l'un des meilleurs élèves africains. On ne critique sérieusement à l'Ouest ni ses dispositions à entreprendre des réformes économiques, ni son bilan en matière de droits humains. Les relations sino-sénégalaises suivent donc une logique totalement différente de celle en vigueur avec le Zimbabwe, le Soudan et l'Angola. Contrairement à ces Etats, le Sénégal n'a pas besoin d'instrumentaliser la République populaire de Chine pour échapper à la pression économique de l'Occident.

²³ Macky Sall dans *le Figaro* du 5/6/2006.

Au lieu de concessions pour exploiter des matières premières, le Sénégal, s'appuyant sur un discours Sud-Sud, sert de faire-valoir à l'engagement de la Chine en Afrique. L'approbation que la Chine enregistre auprès des présidents comme Abdoulaye Wade ou Thabo Mbeki qui prennent sa défense quand elle est accusée de néocolonialisme et qui mettent en valeur l'effet positif de la Chine en Afrique, joue un rôle important pour la valorisation de la diplomatie chinoise en Afrique et dans le monde.

La stabilité politique du Sénégal permet en outre aux Chinois de donner une perspective à long terme aux réflexions stratégiques.

4- Accès au marché: on ne dispose pas d'informations claires et précises sur la question relative à l'accès au marché sénégalais. Avec un peu moins de 11 millions d'habitants, un produit national brut de 710 dollars²⁴ ainsi qu'une croissance économique de 5% en moyenne, le Sénégal constitue l'un des marchés les plus intéressants en Afrique de l'Ouest. Il ne faut pas oublier, du reste, que la Chine poursuit des ambitions démesurées et qu'elle a annoncé au Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qu'elle allait doubler son volume de commerce sur le continent et le porter à 100 milliards de dollars²⁵. La Chine est obligée de se tourner vers certains marchés comme le Sénégal dans la mesure où sa production industrielle, sur une grande échelle, indique un taux d'innovation faible et s'oriente vers une clientèle à faibles revenus, sans grande exigence de qualité²⁶.

Le Sénégal peut ne pas être déterminant, mais la Chine en a besoin, à l'instar des nombreux petits pays comme lui, pour atteindre les volumes commerciaux qu'elle vise dans le commerce Sud-Sud. Le secteur textile, cependant, ne justifie pas, à lui seul, d'un grand intérêt pour le Sénégal. Il y a déjà eu des discussions sous la direction de Mamadou Diop Decroix sur une implantation conséquente de la production textile chinoise au Sénégal. Dakar dispose d'un port performant et plein d'avenir avec des liaisons rapides vers l'Europe et les USA. Les salaires sont bas et le coton récolté dans la région en grande quantité. Enfin, le Sénégal a mis à profit l'opportunité que lui offrent des ouvertures préférentielles aux marchés en Europe et aux USA dans le cadre de

²⁴ Cf. La base de données de la Banque mondiale, indicateurs du développement humain du 01/07/2006 <http://sitesources.worldbank.org> (DATASTATISTICK / Ressources / GNIPC. Pdf).

²⁵ De tels objectifs ont pour la politique chinoise une signification plus ferme que la stratégie de Lisbonne ou les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour la politique européenne du fait du passé d'économie planifiée de la Chine.

²⁶ Cf. Alden / Davies 2006 : 89.

l'initiative *Tout sauf les armes (TSA) (Everything but not Arms)* ou de l'AGOA. La mise à profit de ces avantages de la part d'investisseurs chinois expérimentés constitue un gros potentiel pour le Sénégal.

L'Ambassade de Chine estime que ce projet a échoué pour le moment compte tenu du climat peu favorable aux investissements et de la nécessité d'une entente préalable avec les producteurs de coton des pays voisins. L'absence de matières premières et l'étroitesse du marché sénégalais expliquent ainsi la prééminence de l'intérêt politique. Toutefois, l'idée que le Sénégal se fait de sa place de partenaire privilégié de la Chine en Afrique semble reposer, en réalité, sur de fausses prémisses. C'est ainsi que les gros cadeaux économiques et symboliques tardent à se manifester. Ni le Président Hu Jintao, ni le Premier Ministre Wen Jiabao, n'ont visité le Sénégal lors de leurs tournées africaines en 2006. La centrale électrique que le Sénégal souhaitait voir se construire dépasse nettement le budget que la Chine prévoit pour lui. De même, il n'y a pas encore de plans pour la construction d'un Institut Confucius²⁷ et le Sénégal ne jouit pas du label «destination touristique reconnue»²⁸. Oserait-on ajouter que l'Ambassadeur de Chine à Dakar est particulièrement jeune et inexpérimenté.

L'intérêt de la Chine repose donc sur l'importance politique du Sénégal considéré comme l'une des voix les plus résonnantes parmi les pays en voie de développement. Il n'est pas possible présentement de fournir des informations précises sur la place qu'occupe le Sénégal dans la politique africaine de la Chine du fait de la jeunesse des relations diplomatiques et de l'absence d'une évaluation systématique de ces relations. Par contre, ce qu'on peut retenir avec certitude, c'est que le Sénégal, du point de vue de son importance, se situe derrière le poids lourd politique et économique que représente l'Afrique du Sud, important pourvoyeur en matières premières, de même que le Soudan et le Zimbabwe. En outre, le Nigeria représente en Afrique de l'Ouest le partenaire le plus important de la Chine²⁹.

²⁷ Des Instituts Confucius sont érigés avec l'aide du gouvernement chinois dans les universités des pays partenaires (entre autres à Stellenbosch en Afrique du Sud, à l'université de Nairobi au Kenya) pour favoriser la langue et la culture chinoises.

²⁸ Le «Approved Destination Status» mis en place par le gouvernement chinois est un instrument destiné à piloter le tourisme chinois et constitue un préalable pour pouvoir profiter des énormes possibilités qu'offre le secteur. Dans la mesure où le statut est offert pour une large part pour des objectifs politiques, il représente aussi un indicateur de la qualité des relations.

²⁹ Entretien avec un diplomate chinois à Dakar, le 4/12/2006. op cit.

L'intérêt du Sénégal pour la Chine: infrastructures et technologie

L'intérêt que le Sénégal trouve à entretenir des relations avec la Chine obéit en fait à d'autres impératifs. En effet, des arguments d'ordre géopolitique dominent dans les explications officielles de la rupture avec Taïwan: le ministre des affaires étrangères Cheikh Tidiane Gadio présente le Sénégal comme un allié proche des Etats Unis, de la France et de l'Europe et depuis quelques temps, de l'Inde. Puisque ces trois centres de pouvoir vont façonner le visage du monde dans 15 ans, il considère l'absence de relations diplomatiques avec la Chine comme un «tendon d'Achille»³⁰. La réforme de l'ONU constitue l'un des chevaux de bataille les plus importants du Sénégal qui a annoncé sa prétention à occuper un siège permanent au Conseil de sécurité. Bien entendu, chaque candidat doit éviter un veto des membres permanents actuels et celui de la Chine pourra être évité par le rejet de Taïwan.

Le Sénégal comme la Chine exigent, en outre, des réformes durables de l'ONU, du FMI et de la Banque Mondiale. Dès lors, la Chine représente sans aucun doute, de par son statut particulier au FMI et à la Banque Mondiale, un partenaire attractif dans ces objectifs de changement. Le Sénégal, cependant, ne cherche pas pour autant à en tirer profit et s'en servir comme bouclier face à ces organisations multilatérales. La Banque Mondiale et le FMI sont prêts à mettre à la disposition du Sénégal les crédits dont ce dernier a besoin grâce à la domination que ses partenaires, les Etats Unis ou les Etats de l'Union européenne, exercent dans ces institutions. Ainsi, le Sénégal n'a-t-il pas besoin de lorgner les bouées de sauvetage financières que la Chine, avec ses milliards de crédits, jette aux pays qui connaissent des difficultés financières importantes, comme l'Angola, par exemple.

Enfin, la diplomatie sénégalaise, en nouant des relations étroites avec la Chine, espère-t-elle consolider son rôle de membre de l'avant-garde de la coopération Sud-Sud et élargir ainsi, par son émancipation, sa marge de manœuvre face à l'Occident. La coopération continentale avec l'Inde, de même que la nouvelle dynamique des relations avec la Chine, sert régulièrement au Sénégal à affirmer son indépendance.

³⁰ Le ministre des affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio. Conférence de presse donnée à Dakar le 1/11/2006 à l'occasion de la reprise des relations avec la République populaire de Chine.

Le transfert de savoir faire chinois comme stimulant au développement:

Les aspects politiques et les ambitions jouent néanmoins un rôle secondaire. Les Sénégalais se posent en premier lieu la question de savoir quels sont les stimulants capables de porter le développement que la coopération sino-sénégalaise peut engendrer. Les exportations vers la Chine suscitent en réalité, dans ce cadre, peu d'espoir et d'ailleurs personne n'est encore en mesure de faire des pronostics sur une envolée des exportations en dépit de l'augmentation attendue de la production de coton, de poisson et d'arachide.

Les Chinois ont pu acquérir une grande popularité dans la coopération au développement en s'appuyant sur les divers rôles qu'ils jouent en tant que grande puissance économique, membre du conseil de sécurité de l'ONU avec droit de veto, pays en voie de développement et donateur. Les Sénégalais apprécient en particulier ces aspects nouveaux qui distinguent la coopération avec la Chine de celle entretenue avec l'Occident, issue d'un rapport plus traditionnel Nord-Sud.

Tout d'abord, Pékin renonce, à quelques détails près, à lier politiquement son aide. Une seule condition, celle-ci se voyant, est la reconnaissance exclusive de la politique d'une seule représentation de la Chine souvent complétée par l'octroi de contrats à des entreprises chinoises dans le cas de projets à financement chinois.

Ensuite, la coopération avec la Chine se déroule de manière efficiente et pragmatique. Un décideur au ministère de la coopération souligne que la coopération avec les commissions mixtes et les points focaux obéit à la même structure que la coopération occidentale, mais il concède qu'elle est néanmoins clairement moins régulée dans l'ensemble³¹. Le sens du pragmatisme permet de mettre l'accent sur les projets d'infrastructures dans la coopération sino-sénégalaise, ce qui correspond à la philosophie du développement des deux gouvernements³². La grande lisibilité et la mise en œuvre rapide des projets permettent au gouvernement sénégalais d'en tirer un avantage rapide en terme de prestige.

³¹ Entretien à Dakar, le 31/10/2006. Voir à ce propos Wade, la Chine «est pragmatique et a un conducteur qui permet aux concernés de savoir où l'on va et avec qui» (*Quotidien de la République* n° 2, 471. 9/11/2006.

³² Même si la centrale thermique au charbon dans la région de Dakar ne sera pas mise sur pied, cette offensive montre clairement l'intérêt que Dakar manifeste par rapport à la coopération au développement.

Enfin, la Chine aime tenir un discours agréable qui évite des attitudes de donneur de leçons et met en avant l'égalité entre les partenaires³³. En conséquence, les Sénégalais ressentent de la part de la Chine davantage de compréhension pour ce qui concerne les besoins d'un pays en voie de développement.

L'intérêt sénégalais ne se situe pas dans la protection politique, les possibilités d'exporter, ni dans la remise de dettes. Même l'aide qu'on accepte volontiers n'est, en réalité, qu'un moyen apolitique dans la mesure où l'attention des Sénégalais se fixe plus particulièrement sur la technologie et l'expertise chinoises. L'accès à une technologie et une recherche sans grands frais adaptées aux conditions techniques et au pouvoir d'achat d'un pays en voie de développement, est associé à des attentes particulières. C'est la raison pour laquelle le nombre de 30 étudiants sénégalais présentement boursiers en Chine, doit être substantiellement augmenté. On note également du côté sénégalais, un grand intérêt à ce que le succès de la Chine dans la lutte contre le paludisme se renouvelle, ce fléau mettant le Sénégal à très rude épreuve. Ce succès repose en particulier sur la bonne formation des experts locaux et des médicaments chinois efficaces et accessibles³⁴.

Le transfert d'expertise et de technologie doit également s'opérer dans le secteur privé parallèlement à la formation continue mise en place en faveur des fonctionnaires sénégalais. On attend, dans ce cadre, que des mesures soient prises comme la mise sur pied de joints ventures (coentreprises) ou la formation de cadres supérieurs sénégalais du secteur privé. Bien qu'Henan Chine mette en œuvre une coopération basée sur des projets avec des entreprises sénégalaises, les réalités restent en deçà des espoirs originaux. En effet, la pratique montre que jusqu'à présent, la mise en œuvre des investissements et grands projets chinois en Afrique est caractérisée par très peu de transfert de savoir.

Certes, les reproches qu'on adressait souvent aux Chinois ne sont plus fondés (reproches d'après lesquels les chefs d'entreprises chinoises importent en totalité la force de travail de Chine) mais il reste que les fonctions de direction dans les entreprises et les chantiers chinois restent encore presque exclusivement entre les

³³ La répétition de ce mantra semble être l'objectif principal de la rubrique « Chine / Afrique » de l'édition française du *Xinhuanet*.

³⁴ L'OMS recommande le médicament chinois keitafu. Ce dernier est nettement moins cher que les produits européens ou américains comparables.

mains des chinois. Sur la base de cet exemple, il apparaît qu'on ne peut s'attendre à un transfert de savoir notable, ni dans les domaines du management, ni dans celui de l'ingénierie. C'est ce qui explique qu'il y ait des exigences pour le Sénégal à obtenir, à l'image de la Chine, de la Corée ou des Emirats Arabes Unis, la création de joints ventures et la mise en œuvre de mesures en vue d'assurer le transfert souhaité de savoir-faire.

Les représentants du secteur privé insistent sur la nécessité de mettre sur pied un cadre réglementaire qui obligerait à nouer des partenariats avec des acteurs sénégalais³⁵. De même, beaucoup d'intellectuels qui saluent au fond l'ascension de la Chine, ascension qui l'a transformée en poids lourd politique et économique et lui a permis de desserrer l'étau occidental, jugent de manière critique le mode opératoire de la Chine. Ils exigent que les accords fassent davantage de place au transfert de technologie et au renforcement des capacités de production. Ils considèrent que la construction de stades, tout en étant une bonne chose, n'en apporte pas pour autant le développement³⁶. De leur avis, il serait davantage nécessaire d'instituer des quotas minima pour amener la main d'œuvre africaine sur les chantiers chinois et ainsi, à terme, imiter le nationalisme économique asiatique³⁷.

Eu égard aux énormes avantages comparatifs de la Chine dans des domaines tels que le textile, une régulation active du commerce dans les Etats riches en matières premières, en plus d'une régulation du management des ressources et d'une limitation de l'influence chinoise, font partie des conditions de pérennisation de l'installation chinoise en terre africaine³⁸. C'est ce qui explique l'exigence du Sud Africain Chris Alden qui pense que «*l'Afrique doit pouvoir aussi dire non*»³⁹.

Ces souhaits exprimés du côté sénégalais ont cependant peu de chance de devenir réalité à cause des rapports de force économiques et politiques. La Chine veut empêcher que les quotas commerciaux que la puissante Afrique du Sud a pu lui soutirer ne fassent d'émules.

³⁵ Entretien avec un représentant de la CNES le 5/12/2006.

³⁶ Pape Dramé. *Le Quotidien* du 23/08/2006.

³⁷ Gaye 2005.

³⁸ Sidiropoulos 2006.

³⁹ Alden 2005.

La manière douce d'opérer de la Chine au Sénégal:

L'exigence posée à la Chine d'appliquer une stratégie identique à celle menée en direction de l'Occident exprime aussi la grande admiration que beaucoup de décideurs sénégalais vouent au modèle de développement chinois, malgré la peur qu'ils nourrissent autour de sa compétitivité. L'efficacité et la détermination avec lesquelles la Chine formule ses objectifs dans le domaine économique, indépendamment du FMI et de la Banque Mondiale, puis les met en œuvre, suscitent un grand respect. Le «Stade de l'amitié», construit à un moment qui a précédé l'intermède diplomatique avec Taïwan, reste souvent cité aujourd'hui en exemple pour illustrer la fiabilité et la qualité du travail chinois.

Le ralentissement de la croissance démographique et l'élimination sur une grande échelle du paludisme, dus à l'action de la Chine, ont résolu des problèmes auxquels le Sénégal était confronté et que les institutions internationales d'aide au développement n'ont pas réussi à résoudre.

On pourrait établir de nombreuses comparaisons laissant apparaître la plus grande attractivité du modèle chinois comparé aux projets politiques occidentaux, en raison de l'expérience coloniale, de la structure économique et du centralisme politique. Cette grande admiration pour la Chine ressort également dans la critique qu'un défenseur des consommateurs sénégalais adresse à l'attitude défensive des organisations patronales qu'il invite à apprendre de la Chine plutôt que d'appeler à la régulation. L'économie sénégalaise devrait se poser la question *«comment je fais pour devenir chinois, parce qu'être chinois ne sera plus une nationalité, mais un mode de travail»*⁴⁰. Même s'il en oublie que justement l'appel à une réglementation étatique est nécessaire, cet exemple constitue la preuve d'une grande considération pour le pays du Levant.

Outre ses ambitions géopolitiques, les intérêts sénégalais s'orientent donc en particulier sur des aspects économiques. La Chine est incontournable dans la perspective d'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité et s'avère être un solide partenaire dans la modification de l'ordre économique international. Son rôle de donateur dans la coopération au développement, tenu de manière particulièrement accommodante, présente des idées de développement comparables à celles du

⁴⁰ Momar Ndao, Président de l'Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSEN) dans un entretien réalisé à Dakar le 1/11/2006.

gouvernement sénégalais. On attend des stimulants au développement durable par l'intermédiaire du transfert de savoir et de technologie chinois.

Le discours Sud-Sud que le Sénégal et la Chine aiment tenir, de même que leur renonciation à formuler des critiques, constituent le socle de l'harmonie ostensiblement proclamée qui règne dans leurs relations.

On ne doit cependant pas oublier, aveuglé par l'échange d'amabilités entre Dakar et Pékin, que les relations sino-sénégalaises peuvent aussi être porteuses de conflit. Autant la présence d'une diaspora chinoise qui engrange des succès au plan économique que les différences perceptibles dans l'idée qu'ils se font de la politique internationale représentent des points d'achoppements potentiels dans l'avenir.

Contradictions et potentiels conflits

L'organisation de la politique internationale par le biais des organisations régionales et internationales laisse apparaître des contradictions fondamentales entre le Sénégal et la Chine, contradictions qui pourraient compliquer une alliance profonde entre les deux pays.

La souveraineté nationale:

La plus importante contradiction entre les politiques extérieures des deux pays réside dans l'attitude observée sur la question de la souveraineté nationale. L'intangibilité de principe de la souveraineté nationale en tant que doctrine des «5 principes de la coexistence pacifique»⁴¹ constitue un pilier de la politique extérieure de la Chine. Le Sénégal, par contre, milite, dans le cadre des organisations régionales africaines, pour une politique d'intervention particulièrement ouverte.

«Je suis pour l'ingérence chaque fois qu'il y a une menace de violation des droits de l'homme», expliquait Abdoulaye Wade à l'occasion de la mort de Slobodan Milosevic⁴². L'article 4h, interprété comme un succès dans les discussions des actes constitutifs de

⁴¹ La formule remonte aux discussions menées avec l'Inde en 1953. Elle est reprise dans la constitution chinoise de 1982.

⁴² Interview menée le 13/05/2006 et publiée dans le site www.rewmi.com.

l'UA, autorise, sous certaines conditions, une intervention militaire dans un pays membre. Un autre élément de la restriction de la souveraineté nationale se manifeste aussi par la suspension, au moins provisoire, de pays membres dont le changement de gouvernement s'est effectué de manière anti- constitutionnelle.

C'est ainsi que la politique de Abdoulaye Wade s'oppose à tous les efforts de la Chine pour créer un ordre mondial international qui repose sur le respect de la souveraineté nationale. Le conflit du Darfour, essentiel à la politique extérieure des deux pays, est interprété en conséquence de manière tout à fait différente. Pendant que le ministre sénégalais des affaires étrangères parle de génocide et entend ainsi forcer l'ONU à intervenir énergiquement, le ministère chinois de l'extérieur persiste dans sa position d'obtenir l'accord du gouvernement soudanais comme préalable à toutes mesures prises par l'ONU ou la Ligue arabe⁴³.

La réforme de l'ONU:

On note une confrontation comparable dans la question relative à la réforme de l'ONU. Le Sénégal s'efforce d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et avait tenté de se rapprocher du G4. Il réclame aussi un siège permanent avec droit de veto pour le Japon,⁴⁴ ce que la Chine veut empêcher à tout prix. De même, une candidature sénégalaise pour le Conseil de Sécurité a, en réalité, très peu de chance d'être soutenue par la Chine. D'après le modèle de l'UA, deux Etats africains pourraient occuper un siège permanent. Parmi les 6 Etats africains qui ont annoncé leur candidature, c'est avec le Nigeria, son partenaire le plus important en Afrique de l'Ouest, que la Chine entretient les meilleurs rapports, sans compter l'Afrique du Sud dont le poids économique et démographique promet un avenir géopolitique plus que glorieux. La diplomatie sénégalaise en est consciente, raison pour laquelle le ministre des affaires étrangères Cheikh Tidiane Gadio menace subtilement d'enlever à la Chine le soutien politique qui lui permet de parader en Afrique.⁴⁵

⁴³ *Xinhua* on line du 16/11/2006. http://www.french.Xinhuat.com/french/16/11/2006Content_348056.

⁴⁴ *Le Quotidien* 26/10/2006. http://www.leguotidien.sn/articles/print.cfm?Article_id=38956.htm

⁴⁵ Le Ministre des Affaires étrangères Gadio « Si la Chine s'y opposait par son veto, Pékin n'agirait que contre les intérêts du continent ». Conférence de presse du 1/11/2005, c'est-à-dire après le rapprochement.

Réaction à la pression concurrentielle chinoise:

La politique du gouvernement sénégalais en direction de la Chine menace cependant d'être mise sous pression par des acteurs internes qui souffrent de la forte capacité concurrentielle des marchands chinois à Dakar ainsi que des exportations et investissements. La diaspora chinoise est estimée à 1.000 voire 2.000 personnes établies à Dakar depuis le milieu des années 90 et menant généralement des activités dans les secteurs du petit commerce et de l'importation. L'immigration s'opère indépendamment du gouvernement chinois et l'apparition des commerçants chinois s'est déroulée principalement à un moment où la République populaire et le Sénégal n'entretenaient plus de relations diplomatiques. Le gouvernement chinois appuie en général cette immigration vers l'Afrique et l'Ambassade à Dakar encourage, de manière ciblée, la mise sur pied d'un groupe de pression des commerçants chinois au Sénégal.

Beaucoup de produits sont proposés maintenant à moins de 10% de leurs prix antérieurs. Les commerçants sénégalais mis sous pression se défendent avec des slogans anti-chinois. Des groupements ou associations comme l'UNACOIS et le GES traitent les nouveaux venus de concurrents déloyaux et les accusent de contourner les droits de douane et les textes, ou encore de ne pas respecter la réglementation et d'envahir le secteur informel. Les tensions ont culminé en juillet 2004 avec les manifestations anti-chinoises organisées dans le quartier chinois et les grèves des propriétaires de cantines.

Ces événements sont le fait de groupes économiquement affaiblis mais disposant d'une influence politique réelle et reconnue. On a pu le constater récemment lors des élections présidentielles en Zambie, la pratique chinoise en matière d'affaires et la pression que les exportations chinoises exercent sur la concurrence peuvent conduire rapidement à un populisme anti-chinois⁴⁶. La pression exercée à Dakar sur les chinois est retombée après la reprise des relations diplomatiques dans la mesure où les dirigeants sénégalais n'ont pas voulu céder aux exigences des commerçants sénégalais, vu l'intérêt qu'ils portent aux bonnes relations avec la Chine. De temps à autre, pour éviter l'immigration illégale et la contrebande dans le milieu chinois, des mesures plus strictes sont prises⁴⁷. Si l'on sait qu'on peut s'attendre à une nouvelle

⁴⁶ Le candidat de l'opposition SATA s'est affirmé avec une position anti chinoise ferme, ce qui amena le gouvernement chinois à menacer de rompre les relations si jamais il était élu.

⁴⁷ Communiqués à la presse du Ministère du Commerce.

vague de migration chinoise à la suite de la signature de projets de coopération, la concurrence devrait s'accroître et l'agitation sociale augmenter en intensité.

Des syndicats alliés au secteur privé demandent davantage de contrôle de la part de l'Etat et pointent sa responsabilité. L'industrie craint une surabondance de l'exportation et souhaite avec véhémence que des mesures protectionnistes soient prises avant l'arrivée attendue de la vague des entreprises chinoises. L'Etat doit prendre toutes les garanties afin que l'arrivée des Chinois s'avère avantageuse pour l'économie sénégalaise et ne soit pas un «phénomène qui engendre le désordre»⁴⁸. Les syndicats craignent des pertes d'emploi et des retombées concernant les mauvaises normes de travail⁴⁹.

⁴⁸ Entretien avec le représentant de la CNES.

⁴⁹ Entretien avec un représentant de la centrale syndicale le 4/12/2006 à Dakar.

Conclusion

Les échanges sino-sénégalais sont repartis de rien dans de nombreux domaines au moment du renouveau des relations diplomatiques. On observe depuis lors une diplomatie intense de voyages et de visites qui, toutefois, n'a abouti jusque là à des projets visibles que dans la coopération au développement. Les nombreuses élaborations de projets de même que le ton cordial très appuyé, laissent entrevoir, cependant, une dynamique durable. Toutefois, on peut à peine compter sur plus qu'un renforcement visible des relations sur une base de départ jusque là assez ténue. Le Sénégal offre en effet peu d'incitation aux importations ou aux investissements. Il y a plus de discours que de faits tangibles dans la mesure où la Chine ne sera pas à même de remplacer, dans les 10 prochaines années, les plus importants partenaires du Sénégal que sont la France, l'Inde et les Etats Unis, ni en tant que partenaire commercial, ni en tant que donateur.

En résumé, on peut retenir que l'intérêt de la Chine pour le Sénégal s'appuie principalement sur les cinq aspects suivants:

- Le Sénégal, en tant qu'acteur clef dans la diplomatie en Afrique, doit soutenir son positionnement sur le continent
- En tant que contre modèle aux «Etats parias» alliés à la Chine, le Sénégal permettra à la Chine qui se positionne comme porte-parole des pays du Sud au plan politique d'accélérer ses ambitions
- La reconnaissance de la Chine par le Sénégal représente le plus grand succès de la République populaire dans la concurrence qu'elle mène à Taïwan
- Le poids du Sénégal dans les intérêts de la Chine ne pèse pas lourd. Le marché trop étroit, les produits sénégalais de peu de valeur pour la Chine et le mauvais climat des investissements, constituent autant d'obstacles à de possibles investissements chinois qui pourraient pourtant profiter de la position géographique du Sénégal et de ses accès préférentiels aux marchés de l'Europe et des Etats Unis.
- Comparé à ses clients et à ses partenaires riches en matières premières, le Sénégal joue un rôle important mais qui n'en est pas pour autant décisif. Le Nigeria continue à constituer la priorité de la Chine en Afrique de l'Ouest.

L'estimation de l'importance du Sénégal se caractérise par une nette dissymétrie. Conformément à l'idée que Dakar se fait de son importance et de sa place, la République populaire de Chine serait prête à soutenir la candidature du Sénégal pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, à construire une centrale électrique coûteuse estimée à 300 millions d'euros, à délocaliser des parties significatives de son secteur textile à Dakar. Cependant, la réserve que les Chinois manifestent concernant tous ces domaines indique clairement à quel point aussi bien l'euphorie que l'alarmisme dont font montre les différents groupes qui prennent part à cette discussion sont exagérés.

Du côté sénégalais, on met nettement l'accent sur les intérêts économiques; le transfert de technologies doit impulser de manière durable les stimulants au développement.

- La Chine représente un donateur intéressant sous tous les rapports et sans équivoque dans la mesure où elle ne pose pas de conditionnalité politique, fait preuve d'efficacité et met l'accent sur des projets d'infrastructures d'une grande visibilité.
- En tant que centre de pouvoir de l'ordre mondial multipolaire du 21^{ème} siècle, la Chine représente un partenaire indispensable pour l'ambitieuse diplomatie sénégalaise.
- La Chine est incontournable dans la candidature à un siège permanent au Conseil de sécurité.

Pour simplifier, on peut dire que le Sénégal et la Chine échangent la légitimation politique contre la coopération au développement et se considèrent réciproquement comme porte parole du Sud dans la politique internationale.

Les domaines susceptibles de générer des conflits sont:

- Des perceptions différentes de la notion de souveraineté nationale
- La bataille autour d'un siège au Conseil de sécurité dans laquelle le Sénégal a sollicité l'appui du G4 ainsi que celui du Japon, les préférences de la Chine allant vraisemblablement au Nigeria
- La pression politique interne qu'exercent sur le gouvernement sénégalais des groupements économiques et des syndicats, ces derniers exigeant du gouvernement des mesures de protection face à la très forte concurrence des

exportations chinoises, des investissements, de la force de travail et du petit commerce

Pour le moment, les relations sino-sénégalaises n'entraînent que peu de conséquences pour l'Allemagne et l'Union européenne:

- Bien que la Chine finance des projets de prestige avec un écho populaire, elle n'en atténue pas pour autant l'influence politique des donateurs bilatéraux européens du fait du manque de capitaux
- Dans la mesure où le Sénégal est un élève modèle des organisations financières internationales et du discours occidental sur les droits humains, il ne sacrifiera pas ce capital politique au profit de crédits chinois limités du fait de la place que le Sénégal occupe pour la Chine. C'est ce qui explique qu'un changement de sa politique de coopération avec le FMI et la Banque Mondiale soit peu envisageable, en définitive
- Des entreprises européennes vont perdre des parts de marché au profit des exportateurs chinois. De la même manière, des fournisseurs européens vont continuer à être relégués au second plan dans les appels d'offres pour les grands contrats de construction de l'Etat
- La retenue du capital chinois relativement au mauvais climat des investissements n'entraîne pas forcément une avalanche de produits textiles du Sénégal dans l'Union Européenne, du fait de l'accès préférentiel au marché
- On ne peut guère s'attendre à ce que le Sénégal se détourne politiquement et de manière générale de l'Occident dans le domaine de la diplomatie internationale, exception faite d'une coopération Sud-Sud sur les questions relatives à l'architecture financière et économique, surtout en raison des différences de points de vue entre le Sénégal et la Chine sur plusieurs questions de fond telles que la réforme de l'ONU, la souveraineté nationale, ou encore l'architecture africaine de sécurité.

Abréviations

AGOA	:	African Growth Opportunity Act
ASCOSEN	:	Association des Consommateurs du Sénégal
UA	:	Union Africaine
CNES	:	Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal
IDE	:	Investissement Direct à l'Etranger
GES	:	Groupements Economiques du Sénégal
OMD	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
UNACOIS	:	Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal

Bibliographie

Alden, Chris 2005: Leveraging the Dragon: Towards an Africa that can say no. eAfrica, février 2005. p. 6-10.

Alden, Chris: Davis, Martyn 2006: A Profile of the Operations of Chinese Multinationals in Africa. South African Journal of International Affairs. Vol. 13, No. 1. p. 83-96

Broadman, Harry G. 2006: Africa's Silk Road – China's and India's new economic frontier. Worldbank: Washington O.C.

Braud, Pierre-Antoine 2005: La Chine en Afrique: Anatomie d'une nouvelle stratégie chinoise. ISS-Analysis octobre 2005. <http://www.iss-eu.org/new/analysis/analy124.pdf#search=%22braud%20strategie%20chinoise%22>.

Gaye, Adama 2006: Partenariat gagnant-gagnant? Dossier Jeune Afrique online. Que veut la Chine?»?

Hilsum, Lindsey 2005: We love China. Granta No. 92 <http://www.granta.com/extracts/2616>.

Hofmann, Katharina 2006: New Powers for Global Change? Herausforderungen für die international Entwicklungszusammenarbeit: Das Beispiel China. Fondation Friedrich Ebert Briefing Paper

Jackson, Steven F: China's World Foreign Policy: The Case of Angola and Mozambique. In: China Quarterly. No 142, juin 1995, p. 388-422.

Kaplinsky, Raphael et al 2006: The Impact of China of Subsaharian Africa. http://www.uneca.org/eca_programmes/acgd/Overview_Report.pdf.

Muekalia, Domingos Jardo 2004: Africa and China's Strategic Partnership. In. African Security Review. Vol. 13. No. 1. p. 5-11.

Niquet, Valérie 2006: La stratégie africaine de la Chine. Politique étrangère. No.2/2006. p. 361-374.

Okumu, Wafula 2005: Africa and the UN Security Councils Permanent Seats. Pambazuka News. 28.05.2006. <http://www.globalpolicy.org/security/reform/cluster/2005/0428afriseats.htm>.

Sidiropoulos, Elizabeth 2006. Options for the Lion in the Age of the Dragon. South African Journal of International Affairs. Vol. 143. No1. p. 97-114.

Singh, Swaran 1997: Sino-South African Relations: Coming Full Circle. African Security Review Vol. 6. No.2. n.p.

Taylor, Ian 1998: China's Foreign Policy towards Africa in the 1990s. Journal of Modern African Studie, Vol. 36. No3. p. 443-460.

Tull, Denis 2005: Afrikapolitik der Volksrepublik China. SWP-Studie. Berlin. août 2005.